

La consommation d'œufs atteint un nouveau niveau de record – le bien-être des animaux est négligé

Selon l'Office fédéral de l'agriculture (OFAG), jamais auparavant une telle quantité d'œufs n'avait été produite et consommée qu'en 2020, ce qui est problématique en termes de bien-être et dignité des animaux : non seulement les poules doivent fournir une performance de haut niveau et sont tuées après peu de temps, mais aussi le gazage massif des poussins mâles de l'élevage des poules pondeuses est toujours une pratique courante.

02.04.2021

L'année dernière, les poules pondeuses ont pondu plus d'un milliard d'œufs pour la deuxième année consécutive dans ce pays, selon le [bulletin du marché de l'Office fédéral de l'agriculture \(OFAG\)](#), le nombre d'unités ayant même augmenté de 6,3 % par rapport à l'année précédente. En plus, les chiffres des importations ont également augmenté par rapport à 2019 : la Suisse a importé 597 millions d'œufs de l'étranger l'année dernière, ce qui signifie que la production nationale a couvert 64 % de la demande totale d'œufs de la Suisse. L'année dernière, la consommation moyenne d'œufs était de 189 œufs par habitant, avec une augmentation significative de la demande dans le commerce de détail. Selon l'OFAG, c'est principalement dû à une adaptation des habitudes de consommation liée à la pandémie : on mangeait principalement à la maison et consommait plus d'œufs pour la cuisine et la pâtisserie. Dans ce contexte, la tendance à l'augmentation des ventes d'œufs biologiques, qui se manifeste depuis plusieurs années, a été un peu freinée par l'augmentation de la demande d'œufs combinée à une hausse des importations d'œufs.

L'opinion courante selon laquelle le bien-être des poules dans ce pays est assuré par la législation suisse relativement stricte en matière de protection des animaux ne correspond malheureusement pas à la réalité. Dans la production industrielle d'œufs, les poules pondeuses sont épuisées et malades après 12 à 16 mois parce qu'elles sont élevées pour fournir de hautes performances en matière de ponte. Cela vaut également pour la plupart des élevages en plein air et même pour les élevages biologiques. De plus, c'est à cette époque qu'elles commencent à muer et pendant cette période leurs performances de ponte diminuent. Sur le plan économique, ils perdent une grande partie de leur rentabilité pendant cette période. Pour cette raison, les poules sont éliminées et remplacées par des jeunes.

En outre, dans le cadre de la production d'œufs, plus de trois millions de poussins mâles – tendance croissante – sont détruits chaque année en Suisse le premier jour de leur vie comme « déchets industriels », car ils ne pondent pas d'œufs et sont donc sans valeur pour les producteurs. Comme ces animaux, qui sont élevés seulement pour obtenir une meilleure performance de ponte, ne produisent peu de viande, ils ne présentent pas d'intérêt pour l'engraissement non plus. La mise à mort par broyage (également appelé « homogénéisation ») a été interdite en Suisse à partir du 1er janvier 2020, parce qu'il ne peut être exclu que les animaux mutilés survivent et meurent ensuite de façon atroce. Cependant, le gazage des animaux, qui est également très controversé par rapport à sa conformité aux normes de

protection des animaux, reste autorisé. C'est la méthode la plus courante pour tuer les poussins dans ce pays.

Une [motion visant à une interdiction de l'abattage systématique des poussins mâles](#) est toujours pendante au Conseil national. Le Conseil fédéral propose de la rejeter. Son raisonnement douteux est que ce n'est pas rentable d'élever des poussins mâles pour l'engraissement et que les couvoirs se délocaliseraient donc à l'étranger si la mise à mort des poussins était interdite.

Dans ce contexte, le Conseil fédéral se réfère aux méthodes alternatives de détermination du sexe et de destruction des œufs « mâles » avant l'éclosion. Il considère comme utile de conserver le système actuel de mise à mort des animaux vivants jusqu'à ce que les nouvelles méthodes de détermination du sexe dans l'œuf soient largement applicables. L'argumentation du Conseil fédéral est insoutenable du point de vue de la protection des animaux, comme les contraintes infligées aux animaux concernés ne peut en aucun cas être justifiée par les intérêts présentés qui sont purement économiques. Il s'agit d'un mépris systématique de la dignité des animaux.

Les poulets destinés à la production de viande n'ont pas un meilleur sort. L'expertise publiée en 2019 par Tier im Recht (TIR ; fondation pour l'animal en droit) montre que dans le cadre du programme de protection des animaux « systèmes de stabulation particulièrement respectueux des animaux (SST) », des élevages de poulets de chair violent gravement les principes de la loi fédérale sur la protection des animaux – et néanmoins c'est légal. Pendant leur vie, qui ne dure que 35 jours environ, les animaux souffrent de graves problèmes de santé, tels que des problèmes respiratoires, des brûlures des coussinets plantaires et des déformations des pattes, par suite de leur élevage unilatéral et des conditions de détention. Dans les halles avec jusqu'à 18'000 animaux, il n'est plus possible d'apporter des soins adéquats à chaque animal. Bien que les détenteurs d'animaux soient légalement tenus de prendre soin de chaque animal, l'individu est perdu dans la masse dans ces systèmes de détention. Beaucoup d'animaux meurent de façon atroce au cours de l'engraissement parmi leurs congénères. Leur mort est calculée avec un taux de mortalité de jusqu'à quatre pour cent dans ce système.

Bien que les « systèmes de stabulation particulièrement respectueux des animaux (SST) » ne puissent même pas satisfaire les besoins les plus élémentaires des poules, les exploitations SST reçoivent des subventions gouvernementales pour des services spéciaux de bien-être animal. De plus, le terme SST peut même être utilisé dans le marketing pour la déclaration positive des produits correspondants. Les consommateurs paient un prix plus élevé en croyant acheter des produits de viande qui ont été produits de manière particulièrement respectueuse des animaux et sont ainsi trompés.

La consommation des produits animaux tels que la viande, les œufs, le lait et le miel implique inévitablement des compromis au détriment du bien-être des animaux. L'étendue de ce compromis est généralement déterminée par le prix. Il est temps de repenser et d'augmenter considérablement la norme minimale suisse tant adulée qui ne conduit en aucun cas au respect de la dignité des animaux. La TIR s'engage à améliorer la protection juridique des animaux et à assurer une application cohérente. Cependant, elle vise également à instruire les consommateurs des conditions de vie des animaux et de leur permettre ainsi de prendre une décision fondée par rapport à l'achat des produits animaux.